

AVOIR • Premiers signes de "re-crise" économique La fin du salariat: comment l'ubérisation change le travail La conférence sociale Les 35 heures Le Budget

Économie / Actualité économique

PARIS

France: la dette publique contenue à près de 100% du PIB

Par AFP ,

publié le 28/09/2018 à 12:10 , mis à jour à 13:21

Paris - La dette publique de la France est restée sous la barre symbolique de 100% du PIB au deuxième trimestre mais avait dépassé ce seuil l'an dernier en intégrant la dette de la SNCF, un niveau qui n'est supportable que si les taux d'intérêt restent bas, préviennent les économistes.

La dette publique a atteint 99% du PIB à la fin du deuxième trimestre à 2.299,8 milliards d'euros, après intégration de la dette de la SNCF dans les statistiques, décision appliquée de façon rétroactive à compter de 2016, a annoncé l'Insee vendredi.

La dette calculée avec ce nouvel élément est en diminution de 0,3 point par rapport au 1er trimestre. Si elle a diminué en pourcentage du PIB, elle a en revanche progressé de 5,2 milliards d'euros par rapport au trimestre précédent.

Menu

l'express
L'Expansion

avant de décroître le reste de l'année.

Au premier trimestre de 2018, elle a de nouveau augmenté à 99,3%, la dette de l'Etat progressant traditionnellement durant les six premiers mois de l'année avant de retomber ensuite.

0 0000000000



"La dette devrait redescendre jusqu'à la fin de l'année. En 2019, elle va être à peine stabilisée à cause du remplacement du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, NDLR) par des allègements de charge, qui fait qu'on paie deux fois 20 milliards", relève François Ecalte, ancien magistrat à la Cour des comptes.

"En trésorerie, ça va obliger l'Etat à s'endetter un peu plus. Donc, la dette est tout juste stabilisée. Après 2019, si les prévisions (de croissance) sont bonnes, elle devrait baisser durablement", poursuit cet expert des finances publiques.

Avec une croissance prévue à 1,7% et une inflation prévue à 1,3% pour 2018, "il est normal que la dette diminue" avec un déficit prévu à 2,6% du PIB, constate aussi Patrick Artus, chef économiste chez Natixis.

Mais "l'année prochaine ça va être beaucoup plus juste parce qu'il y aura un peu moins de croissance et parce que le gouvernement a ciblé 2,8% comme objectif de déficit public", ajoute cet analyste.

- "Très mauvais signal" -

La vraie question pour M. Artus n'est toutefois pas de savoir si la politique budgétaire permettra une légère baisse de l'endettement public, mais si les taux d'intérêt se maintiendront à un niveau suffisamment bas pour que la dette reste soutenable.

Pour le moment, cette dette "est soutenable, ce n'est pas un danger pour les finances publiques", a assuré Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques et financières sur BFM TV. "Il faut absolument la contrôler, la maîtriser, mais il faut retrouver le chemin de la réduction de la dette", a-t-il conseillé au gouvernement français.

Alors que la Banque centrale européenne (BCE) envisage de relever ses taux après l'été 2019, les pays de la



"Avec des taux à long terme à 1,5% (contre 0,75% sur dix ans aujourd'hui), on peut avoir une dette de 100% du PIB", estime Patrick Artus, ajoutant que "si c'était 4%, les gros ennuis commenceraient".

M. Ecalte met en avant l'écart avec l'Allemagne, dont l'endettement public diminue rapidement et pourrait retomber sous la limite des 60% fixés par le traité de Maastricht à la fin de cette année.

"La dette allemande à 60% et la dette française à quasi 100%, c'est un signal qui est très mauvais pour la cohésion franco-allemande", selon lui.

M. Artus exclut de son côté que la France s'engage sur la voie d'une réduction drastique de son endettement public pour converger avec l'Allemagne.